

# Ford Blanquefort: la CGT demande une nouvelle fois son soutien à Bruno Le Maire

• Par Le Figaro avec AFP Publié le 24/05/2019 à 15:48

La CGT de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) a publié vendredi une lettre ouverte à Bruno Le Maire pour lui demander son soutien dans la lutte que le syndicat continue de mener pour trouver un repreneur à cette usine, promise à la fermeture par le constructeur américain.

«Votre volontarisme dans le domaine économique désormais bien trempé doit à nouveau faire son oeuvre en vue d'imposer une solution de reprise à Ford afin de préserver près de 450 emplois», écrit le syndicat au ministre de l'Economie, qui a jusqu'à présent gardé le silence malgré plusieurs appels de la CGT.

Depuis plus d'un an, les salariés luttent contre la fermeture de cette unité qui fabrique des boîtes de vitesse, mais Ford avait finalement décidé en début d'année de se désengager, refusant l'offre du seul repreneur en lice, le strasbourgeois Punch-Powerglide.

## «Cynisme» du constructeur américain

Le ministre de l'Economie, tout comme Emmanuel Macron, avaient pourtant soutenu cette offre et le président avait dénoncé «le cynisme» du constructeur américain.

«La parole de l'État vis-à-vis de la multinationale américaine Ford doit être réaffirmée et respectée», insiste la CGT.

Le syndicat demande déjà depuis plusieurs semaines à l'Etat son soutien dans l'action judiciaire qu'il a lancée contre le constructeur pour avoir fermé l'usine malgré «l'absence de motif économique», alors qu'existait une offre de reprise soutenue par l'Etat.

Cette action judiciaire doit être examinée le 4 juin par le TGI de Bordeaux, où Punch Powerglide sera représenté par son avocat.

Dans un email publié vendredi par la CGT, Guido Dumarey, dirigeant de Punch Powerglide, explique au secrétaire du CE de Ford Blanquefort que son entreprise n'est de toute façon plus intéressée par une reprise.

«Compte tenu du contexte, des nouvelles conditions et des délais, Punch n'est plus en mesure de pouvoir acquérir ce site. Notre conseil transmettra ce message au TGI», écrit M. Dumarey à Gilles Lambersend, secrétaire CGT du comité d'entreprise.

Le processus de fermeture de Ford Blanquefort, enclenché en mars avec l'approbation par l'administration du travail du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), prévoit notamment quelque 400 départs, principalement via des mises à la retraite anticipées, mais environ 450 licenciements doivent encore avoir lieu.